

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 10 octobre 1994, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif à la responsabilité civile et à l'assistance en justice du personnel militaire", a donné le 21 décembre 1994 l'avis suivant:

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 10 oktober 1994 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de burgerlijke aansprakelijkheid en rechtshulp van het militair personeel", heeft op 21 december 1994 het volgende advies gegeven :

EXAMEN DU PROJET.Intitulé.

L'intitulé rendrait mieux compte du contenu des dispositions s'il était rédigé comme suit :

"Arrêté royal relatif à la responsabilité civile, à l'assistance en justice et à la réparation du dommage aux biens du personnel militaire".

Préambule.

L'article 103 de la loi du 20 mai 1994 relative aux statuts du personnel militaire étant le fondement légal de l'article 13 du projet, il convient d'écrire à l'alinéa 1er : "... , notamment les articles 91 à 98 et l'article 103;".

Dispositif.Article 1er.

A. Par le biais d'une définition de l'autorité compétente donnée au 2^o, la disposition contient une délégation de pouvoir très générale au profit du Ministre de la Défense nationale, assortie d'une faculté tout aussi générale de subdéléguer.

Cette délégation appelle deux observations :

.../...

1. En ce qui concerne tout d'abord l'offre de transaction, l'article 93, § 1er, de la loi prévoit qu'elle émane de l'autorité désignée par le Roi et ajoute, à l'alinéa 3, que cette autorité peut décider que le dommage ne sera que partiellement réparé.

Appliquée à l'article 2 du projet, cette définition a pour résultat que, dans tous les cas, c'est le Ministre de la Défense nationale qui pourrait désigner l'autorité compétente, ce qui n'est pas compatible avec les termes de la loi.

2. En ce qui concerne l'assistance en justice et l'indemnisation du dommage aux biens, il est prévu que le Ministre pourra désigner, selon des règles qui seront fixées par arrêté ministériel, l'autorité compétente pour :

- accorder ou refuser l'assistance en justice;
- désigner l'avocat attribué;
- accepter ou refuser l'avocat choisi;
- limiter la prise en charge des honoraires et frais d'un avocat choisi, lorsqu'ils sont jugés excessifs;
- décider du remplacement d'un avocat désigné, lorsqu'il fait preuve de négligence;
- fixer le montant de l'indemnisation en cas de dommage aux biens.

.../...

Une subdélégation aussi large est excessive dans une matière où le pouvoir d'appréciation tient une grande place.

En conséquence, la disposition doit être fondamentalement revue en abandonnant le procédé d'une définition contenant une délégation aussi générale.

B. Au 3º de l'article 1er, il y a lieu d'écrire "l'avocat désigné", au lieu de "l'avocat attribué".

Cette observation vaut pour l'ensemble du projet.

C. Au 4º, l'avocat choisi est défini comme celui qui est proposé par le militaire qui sollicite l'assistance en justice, et accepté par l'autorité compétente.

Il ne peut être admis que "l'autorité compétente" interfère, tant soit peu, dans le choix du militaire. Celui-ci est libre de choisir l'avocat qui lui paraît le mieux à même de défendre ses intérêts, ceci sous réserve des dispositions des articles 4, § 4, et 5, alinéa 2, du projet.

Il faut donc omettre les mots ", et accepté par l'autorité compétente".

Article 2.

A l'alinéa 2, mieux vaudrait remplacer l'expression "l'ex-militaire" par les mots "l'ancien militaire".

.../...

La même remarque vaut pour l'article 4, § 3, alinéa 2, et § 4, pour l'article 5, alinéas 1er et 2, pour l'article 6 et pour l'article 10, § 2, alinéa 2 (1).

Article 3.

L'alinéa 2 serait mieux rédigé comme suit :

"Toute décision octroyant l'assistance en justice d'un avocat choisi attire l'attention du requérant sur les dispositions des articles 4, § 4, et 5, alinéa 2".

Article 4.

Paragraphe 1er.

1. A l'alinéa 1er, il convient de remplacer les mots "le plus vite possible" par les mots "dans les plus brefs délais".

2. A l'alinéa 2,

a) au 1^o, on écrira : "l'indication de la date;"

(1) C'est d'ailleurs la terminologie de l'article 96, § 1er, de la loi du 20 mai 1994 relative aux statuts du personnel militaire et celle de l'article 3, alinéa 1er, du projet.

- b) et c) par ailleurs, le texte néerlandais des 2^o et 4^o devrait être rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis;
- d) au 6^o, il y a lieu de remplacer les mots "... l'avocat éventuellement proposé par lui-même", par les mots "... l'avocat choisi;".

3. A l'alinéa 3, on écrira plus simplement "..., elle peut l'être par une autre personne".

La même observation vaut pour l'article 10, § 2, alinéa 2.

4. Le texte néerlandais de l'alinéa 4 devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

5. A l'alinéa 5, il y a lieu de commencer la phrase comme suit :

"A la réception de la demande, l'autorité compétente informe le requérant par écrit que l'assistance ... (la suite comme au projet)".

Dans la deuxième phrase du même alinéa, il y a lieu de supprimer les mots "être faite" qui sont superflus.

.../...

Paragraphe 2.

1. A l'alinéa 2, ainsi qu'en a convenu l'officier délégué, la référence faite à l'article 96, § 1er, doit s'étendre à l'alinéa 5. On écrira donc :

"Les dispositions du § 1er, alinéas 2 à 5, s'appliquent à cette demande".

2. A l'alinéa 3, le texte rend mal compte de l'intention exprimée dans le rapport au Roi où il est fait référence aux actions téméraires et vexatoires, notion qui n'apparaît nullement dans le texte du projet.

La disposition doit être revue pour être mise en concordance avec l'intention exprimée dans le rapport au Roi (2).

Paragraphe 3.

1. A l'alinéa 1er, la prescription par deux ans de la créance en remboursement des frais exposés par le militaire pour assurer sa défense, lorsque l'assistance en justice lui a été refusée à tort, est une dérogation au droit commun, comme l'indique le rapport au Roi; cette dérogation ne trouve pas de fondement dans la loi. L'alinéa 1er doit, dès lors, être omis.

(2) Rapport au Roi, page 2.

2. A l'alinéa 2, devenant l'unique alinéa du paragraphe 3, mieux vaudrait préciser "... l'état des honoraires et frais ..." (3). Par ailleurs, il faut remplacer les mots "sur la base de la disposition précitée" par les mots "sur la base de l'article 96, § 4, alinéa 1er, de la loi".

Paragraphe 4.

La rédaction de ce paragraphe est malencontreuse dans la mesure où elle pourrait laisser entendre que "l'autorité compétente" tiendrait de la loi du 20 mai 1994 le pouvoir de se substituer au Conseil de l'Ordre des avocats en ce qui concerne l'appréciation du montant des honoraires réclamés par l'avocat choisi par le militaire ou l'ancien militaire.

Aussi, mieux vaut rédiger ce paragraphe en prévoyant l'application éventuelle de l'article 459 du Code judiciaire auquel le rapport au Roi fait d'ailleurs référence. On écrira, dès lors :

"§ 4. Lorsque (l'autorité compétente) (4) estime que les honoraires et frais d'un avocat choisi sont manifestement disproportionnés eu égard à la nature et à l'ampleur de l'affaire, elle en avise le militaire ou l'ancien militaire en lui indiquant le montant raisonnable qu'elle est prête à prendre en charge, sans préjudice du recours du

(3) Ce qui correspond à la terminologie employée par le paragraphe 4.

(4) Voir l'observation A sous l'article 1er.

militaire ou de l'ancien militaire à l'avis de l'autorité prévue par l'article 459, alinéa 2, du Code judiciaire".

Article 5.

1. La formulation de l'alinéa 1er doit être revue de manière à mieux faire apparaître que l'accord de "l'autorité compétente" n'est requis qu'afin que le militaire ou l'ancien militaire puisse continuer à bénéficier de l'intervention financière de l'Etat.

2. L'alinéa 2 établit une discrimination selon que le militaire choisit son avocat ou s'en voit désigner un. L'officier délégué en a convenu. Le texte de cet alinéa doit être revu afin d'éliminer cette discrimination.

Article 6.

Cet article appelle une observation semblable à celle qui a été formulée à propos de l'article 5.

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas en fonction de quels critères objectifs cette discrimination serait établie.

Le critère déduit de l'existence d'un contrat d'abonnement ou de toute autre forme de collaboration régulière entre l'Etat et l'avocat désigné ne constitue, en tout état de cause, pas un critère adéquat. Le texte doit être revu en conséquence.

.../...

Article 7.

Les mots "les avances qui doivent être mises en consignation" manquent de précision. Le rapport au Roi n'en éclaire que partiellement la portée. Mieux vaudrait énumérer de manière limitative, dans l'article 7, quels sont les frais couverts par l'assistance juridique en distinguant les montants qui doivent être consignés au greffe, comme les frais de constitution de partie civile ou d'une expertise en matière pénale, et ceux qui ne font pas l'objet d'une telle consignation, comme les frais d'huissier.

Sous réserve de ces observations, le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 8.

Cet article doit être omis. En effet, les hypothèses visées aux alinéas 1er et 2 sont déjà réglées par l'article 96, § 1er, alinéa 1er, de la loi du 20 mai 1994, tandis que celle visée à l'alinéa 3 l'est par l'article 724 du Code civil.

L'article 12 du projet appelle une observation semblable et doit donc également être omis.

Article 9 (devenant l'article 8).

A l'alinéa 2, l'exigence du dépôt d'une plainte (pénale) à charge du tiers responsable ne se conçoit que si

.../...

le fait constitue une infraction. Mieux vaut étendre le texte à d'autres hypothèses (plainte, réclamation, mise en demeure, etc ...).

Sous réserve de ces observations, le texte néerlandais devrait être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 10 (devenant l'article 9).

Au paragraphe 2, alinéa 1er, 1º, on écrira plus simplement "l'indication de la date;" et, de même, on écrira à l'8º "l'indication des autres moyens dont dispose éventuellement le requérant pour obtenir la réparation du dommage, ainsi que l'indication ... (la suite comme au projet)".

Par ailleurs, le texte néerlandais de l'alinéa 1er, 2º, 4º, 5º et 6º, devrait être rédigé en tenant compte des observations qui sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 11 (devenant l'article 10).

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui a été faite dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

Observation finale.

Le texte néerlandais de certains articles est susceptible d'amélioration. A titre d'exemple, certaines propositions à ce sujet sont faites dans le présent avis.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP.Opschrift.

Het opschrift geeft beter de inhoud van de bepalingen weer indien het als volgt wordt gesteld :

"Koninklijk besluit betreffende de burgerrechtelijke aansprakelijkheid, rechtshulp en de vergoeding van schade aan de goederen van het militair personeel".

Aanhef.

Artikel 103 van de wet van 20 mei 1994 inzake de rechtstoestanden van het militair personeel vormt de rechtsgrond van artikel 13 van het ontwerp, zodat in het eerste lid geschreven moet worden : "..., inzonderheid op de artikelen 91 tot 98 en op artikel 103;".

Bepalend gedeelte.Artikel 1.

A. Wegens de begripsomschrijving die in onderdeel 2° van het begrip "bevoegde overheid" wordt gegeven, bevat deze bepaling een zeer algemene bevoegdheidsdelegatie ten gunste van de Minister van Landsverdediging, die gepaard gaat met een al evenzeer algemene mogelijkheid tot subdelegatie.

.../...

Omtrent die delegatie behoren twee opmerkingen te worden gemaakt :

1. Artikel 93, § 1, van de wet bepaalt dat het aanbod tot dading uitgaat van de overheid aangewezen door de Koning. In het derde lid staat voorts te lezen dat die overheid kan beslissen dat de schade slechts gedeeltelijk moet worden vergoed.

Indien die begripsbepaling wordt toegepast op artikel 2 van het ontwerp, brengt zij mede dat de bevoegde overheid in alle gevallen door de Minister van Landsverdediging kan worden aangewezen, wat niet bestaanbaar is met het bepaalde in de wet.

2. Inzake de rechtshulp en de vergoeding van zaakschade wordt bepaald dat de Minister volgens bepaalde regels vastgesteld bij ministerieel besluit de overheid kan aanwijzen die bevoegd is om :

- rechtshulp te verlenen of te weigeren;
- de toegewezen advocaat aan te wijzen;
- de zelf gekozen advocaat te aanvaarden of te weigeren;
- de tenlasteneming van de honoraria en kosten van een zelf gekozen advocaat te beperken indien ze bovenmatig worden bevonden;

.../...

- te besluiten tot vervanging van een toegewezen advocaat indien deze blijkt geeft van nalatigheid;
- het bedrag van de schadevergoeding vast te stellen in geval van zaakschade.

Een zo ruime subdelegatie is buitensporig in een aangelegenheid waarin de beoordelingsbevoegdheid van groot belang is.

Bijgevolg moet de bepaling grondig worden herzien en moet worden afgezien van de werkwijze waarbij in een begripsomschrijving zulk een algemene delegatie wordt verleend.

B. In de Franse tekst van artikel 1, 3^o schrijven men "l'avocat désigné" in plaats van "l'avocat attribué".

Deze opmerking geldt voor het gehele ontwerp.

C. In onderdeel 4^o wordt de zelf gekozen advocaat gedefinieerd als degene die door de militair die om rechts-hulp verzoekt, wordt voorgesteld en door de bevoegde overheid wordt aanvaard.

Het is onaanvaardbaar dat de "bevoegde overheid" zich ook maar enigszins mengt in de keuze van de militair. Het staat laatstgenoemde vrij om de advocaat te kiezen die hem het meest geschikt lijkt om zijn belangen te verdedigen,

.../...

onder voorbehoud evenwel van het bepaalde in de artikelen 4, § 4, en 5, tweede lid, van het ontwerp.

Bijgevolg moeten de woorden ", en aanvaard door de bevoegde overheid" vervallen.

Artikel 2.

In de Franse tekst van het tweede lid zou het beter zijn de uitdrukking "l'ex-militaire" te vervangen door de woorden "l'ancien militaire".

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 4, § 3, tweede lid, en § 4, voor artikel 5, eerste en tweede lid, voor artikel 6 en voor artikel 10, § 2, tweede lid (5).

Artikel 3.

Het zou beter zijn het tweede lid als volgt te stellen :

"In iedere beslissing tot toekenning van de rechtshulp van een zelf gekozen advocaat wordt de verzoeker gewezen op het bepaalde in de artikelen 4, § 4, en 5, tweede lid".

(5) Dezelfde terminologie wordt trouwens gebruikt in artikel 96, § 1, van de wet van 20 mei 1994 inzake de rechtstoestanden van het militair personeel, alsook in artikel 3, eerste lid, van het ontwerp.

Artikel 4.Paragraaf 1.

1. In de Franse tekst van het eerste lid vervangen men de woorden "le plus vite possible" door de woorden "dans les plus brefs délais".

2. In het tweede lid moeten de volgende wijzigingen worden aangebracht :

- a) in 1° schrijf men "de vermelding van de datum;"
- b) in 2° schrijf men "... en de gewone plaats van tewerkstelling van verzoeker;"
- c) in 4° schrijf men "... of van de akte van rechtsingang;"
- d) in 6° vervang men de woorden "de advocaat die hij eventueel zelf voorstelt" door de woorden "de zelf gekozen advocaat".

3. In het derde lid zou het eenvoudiger zijn te schrijven : "... kan ze door een andere persoon worden ingediend".

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 10, § 2, tweede lid.

.../...

4. Het vierde lid zou aldus gesteld moeten worden :

"In dat geval worden in de aanvraag eveneens de identiteit en hoedanigheid van die persoon, alsmede de reden van de indeplaatsstelling vermeld".

5. Het vijfde lid moet als volgt aanvangen :

"Bij ontvangst van de aanvraag deelt de bevoegde overheid aan verzoeker schriftelijk mede of ... en stelt ze hem eventueel in kennis van de identiteit, de woonplaats en het telefoonnummer van de toegewezen advocaat. In ... (voorts zoals in het ontwerp)".

In de Franse tekst van de tweede volzin van datzelfde lid moeten de woorden "être faite" als overbodig vervallen.

Paragraaf 2.

1. De verwijzing, in het tweede lid, naar artikel 96, § 1, moet eveneens gelden voor het vijfde lid. De gemachtigde officier is het daarmee eens. Men schrijve dus :

"Het bepaalde in § 1, tweede tot vijfde lid, is van toepassing op de aanvraag".

.../...

2. In het derde lid geeft de tekst slecht de bedoeling weer die in het verslag aan de Koning aangegeven is en waarin wordt verwezen naar roekeloze en tergende vorderingen, een begrip dat geenszins voorkomt in de tekst van het ontwerp.

De bepaling moet worden herzien, zodat ze in overeenstemming wordt gebracht met de bedoeling aangegeven in het verslag aan de Koning (6).

Paragraaf 3.

1. In het eerste lid is de verjaring, na twee jaar, van de vordering tot terugbetaling van de kosten die de militair voor zijn verdediging heeft gemaakt indien hem ten onrechte rechtshulp is ontzegd, een afwijking van de gemeenrechtelijke regels, zoals in het verslag aan de Koning te lezen staat; deze afwijking ontleent haar grondslag niet aan de wet. Het eerste lid moet derhalve vervallen.

2. In het tweede lid van paragraaf 3, dat het enige lid wordt, zou het beter zijn te schrijven : "... de staat van de honoraria en kosten ..." (7). Voorts vervange men de woorden "op grond van voormelde bepaling" door de woorden "op grond van artikel 96, § 4, eerste lid, van de wet".

(6) Verslag aan de Koning, blz. 2.

(7) Zulks stemt overeen met de in paragraaf 4 gebruikte terminologie.

Paragraaf 4.

Deze paragraaf is ongelukkig geredigeerd in zoverre de indruk kan worden gewekt dat de "bevoegde overheid" aan de wet van 20 mei 1994 de bevoegdheid ontleent om zich met betrekking tot de beoordeling van het bedrag van de honoraria die de door de militair of de ex-militair gekozen advocaat vraagt, in de plaats te stellen van de Raad van de Orde van advocaten.

Het zou daarom ook beter zijn deze paragraaf aldus te stellen dat voorzien wordt in de eventuele toepassing van artikel 459 van het Gerechtelijk Wetboek, waaraan het verslag aan de Koning trouwens refereert. Men schrijve derhalve :

"§ 4. Wanneer (de bevoegde overheid) (8) oordeelt dat de honoraria en kosten van een zelf gekozen advocaat kennelijk buiten verhouding staan tot de aard en de omvang van de zaak, brengt zij zulks ter kennis van de militair of de ex-militair en deelt zij hem het redelijke bedrag mede dat zij bereid is voor haar rekening te nemen, onverminderd de mogelijkheid van de militair of de ex-militair om het advies in te winnen van de instantie genoemd in artikel 459, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek".

(8) Zie opmerking A onder artikel 1.

Artikel 5.

1. De formulering van het eerste lid moet worden herzien, waarbij beter tot uiting moet komen dat de instemming van de "bevoegde overheid" alleen vereist is opdat de militair of de ex-militair een financiële tegemoetkoming van de Staat kan blijven genieten.

2. Het tweede lid voert een discriminatie in naargelang de militair zijn advocaat kiest of er hem één wordt toegewezen. De gemachtigde officier is het ermee eens. De tekst van dit lid moet worden herzien opdat die discriminatie ongedaan wordt gemaakt.

Artikel 6.

Omtrent dit artikel behoort een zelfde opmerking te worden gemaakt als die welke is gemaakt inzake artikel 5.

De Raad van State ziet niet in op grond van welke objectieve criteria die discriminatie kan worden gemaakt.

Het criterium afgeleid uit het bestaan van een abonnementsovereenkomst of van enige andere vorm van regelmatige samenwerking tussen de Staat en de toegewezen advocaat is in ieder geval niet adequaat. De tekst moet dienovereenkomstig worden herzien.

.../...

Artikel 7.

De woorden "de voorschotten die in consignatie dienen gegeven te worden" zijn onvoldoende duidelijk. In het verslag aan de Koning wordt de draagwijdte ervan slechts gedeeltelijk toegelicht. Het zou beter zijn in artikel 7 limitatief de kosten op te sommen die door de rechtshulp worden gedekt, waarbij een onderscheid wordt gemaakt tussen de bedragen die ter griffie in consignatie moeten worden gegeven, zoals de kosten van burgerlijke-partijstelling of van een deskundigenonderzoek in strafzaken, en die welke niet in consignatie worden gegeven, zoals de kosten van gerechtsdeurwaarder.

Onder voorbehoud van deze opmerkingen schrijve men "bevat" in plaats van "behelst".

Artikel 8.

Dit artikel moet vervallen. De gevallen omschreven in het eerste en het tweede lid worden immers reeds geregeld bij artikel 96, § 1, eerste lid, van de wet van 20 mei 1994, terwijl het geval omschreven in het derde lid geregeld wordt bij artikel 724 van het Burgerlijk Wetboek.

Omtrent artikel 12 van het ontwerp behoort een zelfde opmerking te worden gemaakt, zodat het eveneens moet vervallen.

.../...

Artikel 9 (dat artikel 8 wordt).

In het tweede lid is het vereiste van de indiening van een (strafrechtelijke) klacht tegen de aansprakelijke derde alleen denkbaar indien het om een strafbaar feit gaat. Het zou beter zijn de tekst uit te breiden tot andere gevallen (klacht, bezwaarschrift, ingebrekestelling, enz.).

Onder voorbehoud van deze opmerkingen schrijven men : "binnen achtenveertig uur ... een klacht heeft ingediend tegen ...".

Artikel 10 (dat artikel 9 wordt).

In paragraaf 2, eerste lid, moeten de volgende wijzigingen worden aangebracht :

- in 1° zou het eenvoudiger zijn te schrijven : "de vermelding van de datum;"
- in 2° schrijven men : "... , de gewone plaats van tewerkstelling, de woonplaats ... van de verzoeker;"
- in 4° schrijven men : "... zaakschade, alsook de begroting ...;"
- in 5° schrijven men : "... van de aansprakelijk geachte derde;"

.../...

- in 6º schrijve men : "... dat proces-verbaal is opgemaakt of een klacht is ingediend tegen de aansprakelijk geachte derde;"
- in 8º schrijve men : "... waarover verzoeker eventueel beschikt om herstel van de geleden schade te verkrijgen, of de vermelding van de ontstentenis ervan, alsook, in voorkomend geval, de vermelding van de krachtens één of meer van deze middelen verkregen schadevergoeding".

Artikel 11 (dat artikel 10 wordt).

Men schrijve "... schadelijk feit" in plaats van "schadeverwekkende feit".

Slotopmerking.

De Nederlandse tekst van sommige artikelen is voor verbetering vatbaar. Bij wijze van voorbeeld worden in dit advies hieromtrent een aantal voorstellen gedaan.

La chambre était composée de :

De kamer was samengesteld uit :

Messieurs
de Heren

R. ANDERSEN,

président de chambre,
kamervoorzitter,

C. WETTINCK,
Y. KREINS,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

J. DE GAVRE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

J.-M. FAVRESSE,

Madame
Mevrouw

M. PROOST,

greffier,
griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

Le rapport a été présenté par M. B. DEROUAUX, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par Mme C. DEBROUX, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. B. DEROUAUX, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door Mevr. C. DEBROUX, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. PROOST.

R. ANDERSEN.